

L'économie classique

par Jean Boncoeur. (CEDEM, Université de Bretagne occidentale, Brest)
Les cahiers français, n° 280 (03/1997) - page 08

Une école introuvable

Il n'est pas facile de dire ce qu'est l'économie classique : objet de définitions surabondantes, elle ne laisse pas apparaître clairement ce qui la distingue d'une économie qui serait " non classique ".

Des définitions multiples

Pour de nombreux économistes, le vocable " classique " désigne une époque de l'histoire de leur discipline, plus ou moins étroitement associée à la révolution industrielle et à l'affirmation des bases doctrinales du libéralisme. Selon une tradition bien établie, l'âge de l'économie classique est borné symboliquement par la publication de la *Richesse des nations* de Smith en 1776 et par celle des *Principes d'économie politique* de Stuart Mill en 1848. Schumpeter adopte une chronologie un peu différente, en qualifiant d'" âge classique " la période qui s'étend des années 1790 aux années 1870 (ce qui exclut Smith, mais inclut Marx) (1). Deux auteurs au moins se sont attachés à donner un contenu analytique plus précis à la notion d'économie classique : pour Marx comme pour Keynes, celle-ci se définit à partir de l'adhésion à certaines conceptions théoriques, et non à partir d'un découpage chronologique. Mais ils ne s'accordent pas sur le critère constituant la pierre de touche de l'économie classique : chez Marx il s'agit de la théorie de la valeur-travail, alors que Keynes attribue ce rôle à la loi des débouchés.

Des frontières incertaines

Une telle diversité de définitions ne contribue pas à clarifier la question des contours de l'économie classique, ni celle de la place qu'elle occupe dans l'histoire de la pensée économique.

Quelques exemples permettent d'illustrer le premier problème : figure emblématique de l'école classique au sens de Keynes pour son rôle de découvreur de la loi des débouchés, Say est rejeté par Marx dans les ténèbres de l'" économie vulgaire " pour son adhésion à la théorie de la valeur-utilité ; pourfendeur de la loi des débouchés aussi bien que de la théorie de la valeur-travail, Malthus n'est quant à lui considéré comme classique ni par Marx ni par Keynes mais, selon Schumpeter, son *Essai sur le principe de population* (1798) inaugure l'âge classique ; en plein XXe siècle, Pigou est promu par Keynes au rang de principal représentant de l'école classique pour sa *Théorie du chômage* (1933), alors qu'aux yeux de Schumpeter cet auteur appartient à un autre âge, marqué notamment par la " révolution marginaliste " des années 1870.

Au-delà des incertitudes inévitables sur le tracé exact des frontières, les avis divergent sur la place occupée par l'économie classique dans l'histoire de la discipline. Pour certains, tels Marshall ou Keynes (2), elle constitue le socle sur lequel pourra s'édifier à partir de la fin du XIXe siècle la théorie néoclassique, une fois incorporé le raisonnement marginaliste. Pour d'autres, au contraire, il existe une rupture radicale entre les deux écoles de pensée, et ce point de vue est partagé aussi bien par les maîtres de l'école de Lausanne (Walras, Pareto) que par des hétérodoxes comme Robinson ou Sraffa.

Une unité problématique

Outre le problème posé par la pluralité des critères de définition, on peut considérer que la notion même d'école classique est sujette à caution. Elle pousse en effet à surestimer la cohérence doctrinale de l'ensemble que l'on désigne sous ce terme, et symétriquement à sous-estimer les interactions entre les éléments de cet ensemble et ceux que l'on a choisi de laisser au-dehors.

Le premier phénomène peut être illustré par les difficultés qu'il y a à structurer effectivement l'économie classique autour du concept de valeur-travail (3) : nonobstant l'exemple célèbre du castor échangé contre deux daims, il faut opérer une lecture très particulière de la *Richesse des nations* pour voir dans Smith un adepte de la théorie de la valeur-travail, alors que celui-ci prend soin de préciser que son champ d'application ne va pas au-delà de " *ce premier état informe de la société, qui précède l'accumulation des capitaux et l'appropriation du sol* " (4). Après avoir sévèrement critiqué Smith sur ce point au tout début de ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), Ricardo finit par aboutir à une conclusion peu différente quelques pages plus loin (5), même s'il en minimise la portée pour retenir in fine la théorie de la valeur-travail comme approximation utile.

Le second phénomène peut quant à lui être illustré par les relations entre la pensée de Malthus et celle de Ricardo. Alors que Malthus est placé à l'extérieur du champ de l'économie classique aussi bien par Marx que par Keynes, Ricardo est considéré à peu près unanimement comme l'économiste classique par excellence. Et il est vrai que les sujets de désaccord entre les deux auteurs ne manquent pas, tant sur le plan théorique que sur celui des applications pratiques (sur la question des corn-laws (6) notamment). Cependant, ces désaccords ne sauraient masquer les emprunts majeurs que Ricardo fait aux analyses de Malthus, en particulier sur la question de la démographie et sur celle de la rente foncière. Au-delà de ces emprunts, il est clair que les deux auteurs partagent une vision commune de ce que sont les problèmes fondamentaux de l'économie politique et de la façon dont il convient de les aborder.

Une définition pragmatique

Peut-être est-on là au plus près de la vérité : si économie classique il y a, elle se caractérise probablement plus par les questions qu'elle pose que par les réponses qu'elle leur apporte. C'est en tout cas le point de vue qui sera retenu ici, et qui amènera à structurer cette présentation autour de trois grands thèmes : le libéralisme, la théorie de la valeur et de la répartition, la question de la croissance et des débouchés. Sans chercher à adopter une définition analytique précise de l'économie classique, on se limitera à un petit nombre d'auteurs habituellement considérés comme classiques au sens historique du terme, et entre lesquels existent des liens importants et nombreux. A la " liste de base " habituelle constituée par Smith, Say, Malthus, Ricardo et Stuart Mill, on adjoindra Turgot, dont l'apport théorique original est, comme le souligne Schumpeter, parfois sous-estimé du fait du caractère inachevé de son oeuvre (il avait d'autres occupations) et de sa sympathie affichée pour les physiocrates. Cette présentation s'attachera plus aux aspects analytiques de la pensée des auteurs qu'aux liens de celle-ci avec le contexte matériel et intellectuel dans lequel elle se développe - ce qui ne signifie évidemment pas que ce contexte n'ait exercé aucune influence (7).

Libéralisme

Si l'économie classique est généralement associée au thème smithien de la " main invisible ", on ne saurait lui attribuer la paternité du libéralisme économique. L'antériorité sur ce point doit au moins être reconnue aux physiocrates, eux-mêmes influencés par Boisguillebert (*Le détail de la France*, 1697) (8). Avec Adam Smith cependant, l'affirmation des bienfaits du libéralisme économique change sensiblement de terrain (en dépit de l'impression de continuité produite par le discours naturaliste qui l'entoure et que critiquera Marx). Le libéralisme de Quesnay se résumait, pour l'essentiel, à l'affirmation incantatoire de la conformité du " laissez faire, laissez passer " aux principes de l'ordre naturel, doublée de la thèse plus prosaïque selon laquelle tout ce qui permet d'assurer le " bon prix " du grain est également bon pour l'économie et la société en général. Prenant de la distance par rapport aux obsessions agricoles des physiocrates, Smith place le débat sur un terrain qui, longtemps encombré par les thèses utilitaristes de Bentham, ne sera sérieusement balisé que bien plus tard (sous l'impulsion de Pareto) : celui de l'efficacité.

Efficacité de la concurrence

Contrairement à une légende tenace, Smith n'est pas exactement le peintre d'un " monde enchanté " : véritable morceau d'anthologie, le chapitre de la *Richesse des nations* consacré aux salaires propose une vision des rapports entre maîtres et ouvriers qui, plus que toute autre chose, préfigure directement le Manifeste du parti communiste de Marx (on est loin des " harmonies économiques " de Bastiat). Dans la même veine, Smith retient le travail comme unité de mesure de la valeur d'échange parce qu'il représente à ses yeux le sacrifice " de sa liberté, de son repos, de son bonheur " que supporte le travailleur lorsqu'il participe par son activité au développement de la richesse sociale (9). Tout cela ne peut être concilié avec l'adhésion sans faille de Smith au libéralisme économique que si l'on prend en compte la thèse selon laquelle la libre concurrence est supérieure à tout autre mode d'organisation économique sur le plan de l'efficacité : la main invisible conduit les entreprises à produire les marchandises que recherchent les consommateurs, et à les produire au meilleur prix. Dans une certaine mesure, cette thèse peut être considérée comme une préfiguration rustique des théorèmes modernes sur l'équivalence entre équilibre walrasien et optimum de Pareto. Toutefois, ces théorèmes sont assortis de conditions restrictives que n'avait sans doute pas imaginées Smith (quoiqu'il ait vu le problème des biens collectifs, qui doivent selon lui être pris en charge par l'État (10)), et en outre ils ne démontrent pas que d'autres modes d'organisation économique sont

incapables de faire aussi bien (" *l'économie pure ne nous donne pas de critérium vraiment décisif pour choisir entre une organisation de la société basée sur la propriété privée et une organisation socialiste* ", écrira à ce sujet Pareto (11)). Par ailleurs, la théorie smithienne de la main invisible a une dimension dynamique (la concurrence favorise le progrès technique), qui échappe à l'analyse en termes d'équilibre général et que retiendront Marx et Schumpeter.

Pour quels bénéficiaires ?

Quelle qu'en soit la portée exacte, la thèse smithienne de l'efficacité de la concurrence est totalement étrangère aux considérations d'équité. A la différence de Say, apologiste sans états d'âme de l'ordre en place, Smith ne se risque pas à caractériser comme juste la répartition des revenus qu'il observe, et tout laisse penser qu'il a quelques réserves morales sur la façon dont elle s'opère : le contrat de travail tel qu'il le décrit ressemble fort à un contrat léonin. A quoi bon, dès lors, un système efficace s'il ne profite pas au plus grand nombre ? Outre un certain fatalisme que souligne H. Denis (12), on trouve chez Smith l'idée que, malgré tout, les salariés bénéficient de l'efficacité du système, et en particulier de son aptitude remarquable à produire de la croissance.

Cette thèse est à première vue peu compatible avec la théorie du salaire naturel, qui semble limiter, sur le long terme, la consommation des ouvriers au panier de subsistance (13). Deux arguments sont utilisés par les classiques pour surmonter cette contradiction. Le premier est relatif à la dynamique de l'offre et de la demande de travail : la croissance, pense Smith, entraîne une augmentation de l'embauche qui tire le salaire de marché vers le haut, et cette hausse peut prendre un caractère durable si la croissance est suffisamment soutenue, car l'offre de travail ne réagit qu'avec retard. Ricardo reprend cet argument mais, dans la dernière édition de ses Principes, il lui apporte une restriction de taille en reconnaissant que la croissance ne signifie pas nécessairement augmentation de l'embauche, et peut même générer du chômage sous l'effet de la substitution capital-travail (14). Le second argument consiste à affirmer le caractère socialement déterminé du salaire dit " naturel " : loin d'être une trouvaille de Marx, cette thèse est très clairement énoncée par des auteurs comme Ricardo ou Say (15), et leur permet de soutenir que le panier de subsistance définissant le salaire naturel s'enrichit avec le progrès général de la société. Cette idée apparemment ingénieuse a en réalité toute la faiblesse d'un argument ad hoc, dans la mesure où elle obscurcit la distinction entre salaire naturel et salaire effectif.

Le naturalisme de la théorie classique de la répartition est abandonné par Stuart Mill, qui voit dans les lois de la répartition des richesses " une institution purement humaine ", alors que celles qui gouvernent leur production " partagent le caractère de vérités physiques " (16). Ce changement d'attitude ouvre la voie à une tentative de conciliation des objectifs d'efficacité et d'équité, dans laquelle le fonctionnement de l'économie de marché est corrigé par un dispositif de redistribution des revenus. Avec Stuart Mill, la transition du modèle manchesterien des origines vers celui de l'État-Providence est déjà bien amorcée.

Le libre-échange, un jeu à somme positive

La théorie smithienne de la main invisible trouve une extension directe au domaine des échanges internationaux, où elle donne naissance à un plaidoyer en faveur du libre-échange. A la conception mercantiliste faisant du commerce entre les nations un jeu à somme nulle dans lequel les gains des uns sont la contrepartie des pertes des autres (la " guerre d'argent " de Colbert), les classiques substituent la vision d'un jeu à somme positive dans lesquels tous les participants peuvent gagner, grâce au surcroît d'efficacité résultant de la division internationale du travail, elle-même suscitée par la concurrence entre les nations. Si Smith se contente de poser que tout pays a intérêt à se spécialiser dans les productions pour lesquelles il possède " quelque avantage " (naturel ou acquis), Ricardo précise l'analyse en montrant que le critère de l'échange est l'avantage relatif et non l'avantage absolu, et Stuart Mill complète le raisonnement de Ricardo en montrant qu'à l'intérieur de la fourchette des coûts relatifs internes, les termes de l'échange de deux marchandises entre deux pays se déterminent sur la base des demandes relatives internes (17).

Valeur et répartition

La vieille interrogation d'Aristote, qui se demandait pourquoi une maison s'échange contre une quantité déterminée de paires de chaussures (18), revient en force dans la littérature économique à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Négligée par les physiocrates, elle est au cœur de l'économie classique. Toutefois, quelle que soit la façon dont on définit cette dernière, il est difficile de soutenir que cette interrogation débouche sur ce qu'on pourrait appeler une théorie classique de la

valeur.

Valeur d'usage et valeur d'échange : Quel rapport entre utilité et prix ?

A la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles, plusieurs auteurs, notamment Condillac et Say, cherchent à expliquer la valeur d'échange des marchandises à partir de leur utilité (19). Le concept d'utilité marginale n'ayant pas encore fait son apparition, ces tentatives achoppent sur un problème que résume Smith à travers son paradoxe de l'eau et du diamant : l'eau ne vaut pas cher en comparaison du diamant, bien que son utilité soit généralement considérée comme beaucoup plus grande. Ce constat l'amène à s'engager dans une autre voie, où le suivront Ricardo et Marx. Ayant distingué la valeur d'échange et la valeur d'usage (ou utilité), il affirme que la première est indépendante de la seconde. La compréhension de cette thèse fait appel à deux autres distinctions. L'une concerne deux types de prix, que Smith appelle " prix de marché " et " prix naturel " (20) : déterminé par le rapport entre l'offre et la demande, le premier est censé " graviter " autour du second, qui assure une rémunération uniforme aux capitaux investis dans les différentes branches de la production, et constitue pour Smith et ses successeurs le prix fondamental dont la théorie économique doit rendre compte. La seconde distinction, qui ne sera introduite de façon explicite que par Ricardo, porte sur les biens non reproductibles (ou reproductibles en quantité limitée), et les biens " *dont la quantité peut s'accroître par l'industrie de l'homme, dont la production est encouragée par la concurrence et n'est contrariée par aucune entrave* " : Ricardo précise que la théorie de la valeur qu'il s'efforce de construire ne concerne que le second type de biens (21).

Comment se détermine la valeur d'échange ?

Mais la coupure radicale opérée entre valeur d'usage et valeur d'échange ne suffit pas à expliquer comment se détermine cette dernière, et l'on ne peut considérer que le vide laissé par l'exclusion de l'utilité est automatiquement occupé par le travail. Une fois évacués les malentendus évidents autour d'une pseudo " théorie de la valeur travail-commandé " que Smith n'a manifestement pas cherché à tirer d'un néant dont elle ne saurait sortir (22), il n'est pas douteux que cet auteur rejette l'idée d'une explication des prix relatifs à partir du travail seul, dès lors qu'existent des profits (et des rentes). En effet, note Smith, ces éléments, à la différence des salaires, ne sont généralement pas proportionnels au travail consommé dans la production des marchandises. Il choisit alors d'expliquer les prix naturels à partir de l'addition de leurs éléments constitutifs, qui sont selon lui les salaires, profits et rentes payés à leurs taux naturels respectifs (la prise en compte des rentes dans la détermination des prix naturels est contestée par Ricardo (23)). Cette démarche suppose évidemment qu'on explique comment se déterminent les " taux naturels " des trois types de revenus - ou au moins des deux premiers si, comme Ricardo, on exclut les rentes du modèle de détermination des prix naturels.

Salairer naturel, profit naturel ; Salairer naturel, salairer de subsistance

En ce qui concerne les salaires, la réponse de Smith est que le salairer naturel est celui qui permet au travailleur de subsister ou, plus précisément, de " reproduire sa force de travail " selon la formule de Marx (ce qui implique, notamment, la subsistance des enfants n'ayant pas encore l'âge de travailler). Cette thèse, très répandue à l'époque de Smith (on la trouve notamment chez Turgot), soulève deux questions : quel est le niveau du salairer de subsistance, et comment se réalise la " gravitation " du salairer de marché autour de ce dernier ?

Faisant référence aux travaux de Cantillon, Smith note qu'il est difficile de mesurer précisément le " panier de subsistance " servant de base de détermination au salairer naturel. Cette difficulté prendra de l'ampleur lorsqu'on insistera, comme Ricardo (puis Marx), sur la dimension sociale, et pas seulement physiologique, du panier de subsistance : le risque est ici de ramener purement et simplement le salairer naturel au salairer effectif, c'est-à-dire de vider la notion de tout contenu (24). A supposer qu'on ait réussi à déterminer le salairer naturel, il reste à expliquer le mécanisme de " gravitation " du salairer de marché autour de celui-ci. La réponse classique à cette question est cohérente (25), mais historiquement datée car elle repose sur le modèle démographique traditionnel, caractérisé par une natalité et une mortalité élevées : le salairer de marché ne peut rester durablement en-dessous du salairer naturel, car un tel écart entraîne surmortalité et émigration, ce qui réduit l'offre de travail et tend donc à faire remonter le salairer vers son niveau naturel ; un écart symétrique permet quant à lui une amélioration des conditions de vie des salariés, et la diminution de mortalité (essentiellement infantile) qui en résulte entraîne une hausse de l'offre de travail qui tend, elle aussi, à ramener le salairer de marché vers le salairer naturel (26). Clairement exposée par Smith et plusieurs contemporains, cette thèse prend un tour plus apte à frapper les esprits avec l'Essai sur le principe de population de Malthus (1798) : à partir de ses deux lois de croissance (géométrique pour la

population, arithmétique pour les subsistances), celui-ci explique qu'il n'y a pas d'autre alternative à la famine que la réduction volontaire de la fécondité. D'une certaine façon, le message sera entendu : à l'époque où paraît l'Essai, l'Europe occidentale est en effet au seuil de la transition démographique la conduisant vers le régime de basse natalité et basse mortalité que nous connaissons aujourd'hui (cette transition a déjà commencé en France). Une des conséquences sera de rendre caduc le mécanisme sur lequel les classiques fondaient leur théorie du salaire naturel (27).

La question du taux naturel des profits

Contrairement au salaire, on ne trouve pas chez Smith d'explication spécifique concernant le taux naturel des profits. Certes, dans le chapitre de la Richesse des nations qu'il consacre au salaire, il présente le profit comme une " déduction sur le produit du travail ", ou une " part de la valeur que ce travail ajoute à la matière à laquelle il est appliqué " prise par le maître en rémunération des avances qu'il effectue. Mais cette théorie des déductions, qui concerne aussi les rentes et fait plus qu'ébaucher ce qui deviendra la théorie marxiste de l'exploitation capitaliste, renvoie à une théorie de la valeur-travail difficile à concilier avec ce que Smith écrit par ailleurs sur la question. Blaug en conclut que " Smith n'avait aucune espèce de théorie de la valeur " dans la mesure où son système de prix relatifs reste indéterminé (28). Cette conclusion est toutefois contredite par les enseignements qu'on peut tirer des travaux contemporains sur les systèmes de prix " néo-ricardiens " : on sait en effet aujourd'hui qu'un système de prix naturels avec salaire de subsistance est parfaitement déterminé (au choix du numéraire près) par les équations représentant les techniques de production et le panier de subsistance, sans qu'il soit besoin d'introduire une équation particulière expliquant le niveau du taux de profit naturel (29). On ne peut donc guère reprocher à Smith de ne pas avoir fourni une explication qui, dans la logique de son système, n'a pas de raison d'être.

La valeur-travail comme approximation

Ricardo et la théorie de la valeur-travail

Ricardo cherche à étendre la validité de la théorie de la valeur-travail au delà de l'" état primitif " où l'avait cantonnée Smith. Cependant, il est rapidement conduit à constater deux phénomènes difficiles à concilier avec cette théorie : le rapport des prix naturels de deux marchandises n'est pas toujours égal au rapport des temps de travail qu'a nécessité leur production, et ce rapport de prix peut varier sous l'effet d'un changement du taux de profit (phénomène appelé par la suite " effet-Ricardo "). Ricardo minimise toutefois la portée de ces résultats, et soutient que la théorie de la valeur-travail reste une bonne approximation pour l'analyse économique. Cette attitude n'est pas facile à tenir, car la validité de l'approximation n'est pas démontrée : modifiant les données numériques de l'exemple de Ricardo, Malthus n'a pas de mal à montrer que l'effet-Ricardo n'est dans certains cas nullement négligeable. Il en conclut qu'il faut abandonner la théorie de la valeur-travail. Pourquoi Ricardo n'adopte-t-il pas la même conclusion ? Cette question ne se pose pas dans les mêmes termes pour lui que pour Marx, chez qui la valeur-travail représente un enjeu politique évident (elle conditionne sa théorie de l'exploitation capitaliste). L'intérêt essentiel de la valeur-travail aux yeux de Ricardo est sa commodité d'utilisation dans le cadre de l'étude de la répartition des revenus, qui constitue selon lui l'objet central de l'économie politique. La théorie de la valeur-travail permet en effet d'exprimer les prix, et partant la masse des revenus à répartir, indépendamment de la façon dont s'opère la répartition. Ce qui trace un programme de recherche linéaire : d'abord on explique comment se forme le revenu, ensuite on examine comment il se répartit. A contrario, donner de l'importance à l'effet-Ricardo revient à admettre qu'on est incapable de déterminer l'ampleur de ce qui est à répartir avant de connaître la façon dont s'opère la répartition, ce qui esquisse un programme de recherche nettement plus complexe (30). Ricardo, on peut le penser, s'est arrêté au seuil d'une théorie de l'équilibre général.

De la théorie de la valeur à la rente

Au demeurant, il n'est pas certain qu'il faille le regretter, car la théorie imparfaite mais simple de la valeur qu'il utilise lui permet d'étudier des questions dont, un siècle après Walras, le traitement à l'aide des instruments sans doute plus canoniques mais incomparablement plus lourds de l'équilibre général pose encore, pour le moins, quelques problèmes.

Une de ces questions est celle de la rente foncière. S'appuyant sur les travaux de Malthus et, en amont, de Turgot, à qui l'on doit la théorie des rendements décroissants de l'effort de production appliqué à la terre (31), Ricardo énonce le principe de la détermination du prix du blé sur la base du coût marginal(32) (sans développer ce point, il affirme à cette occasion la généralité du principe). La rente foncière prend alors un caractère différentiel : un premier type de rente provient du fait que des

terres de qualités différentes sont mises en culture, d'où une rente extensive sur les meilleures terres, égale à la différence entre le coût de production du blé sur ces terres et sur la terre marginale ; un second type de rente provient de la décroissance de la productivité marginale des dépenses de culture effectuées sur une terre donnée, d'où une rente intensive, égale à la différence entre le coût de production du blé obtenu avec les premières doses d'effort et celui qui est obtenu avec la dose marginale.

Dans une situation - réaliste - où toutes les marges extensives et intensives de développement de la culture du blé ne sont pas utilisées, le prix de celui-ci est déterminé par son coût de production sur la terre marginale à l'aide de la dose d'effort marginale, ce qui permet à Ricardo d'affirmer, contre Smith, que " *la rente n'est pas un constituant du prix de la marchandise* ". Il en résulte que les rentes n'exercent aucune influence sur les prix naturels (" *le blé n'est pas cher parce qu'on paie une rente, mais on paie une rente parce que le blé est cher* "), et n'interviennent pas non plus dans la détermination des taux naturels de salaire et de profit.

Les revenus des services producteurs

Comparé à celui de Ricardo, l'apport analytique de Say est sans doute des plus limités. En outre, son manque de rigueur, son style bavard et emphatique, sa suffisance insupportable et sa tendance permanente à l'apologie naïve de l'ordre en place ne peuvent que nuire à sa réputation. On reste pourtant confondu par la façon pour le moins cavalière dont Walras - lui-même peu suspect d'excès de modestie - le traite dans ses *Éléments d'économie politique pure* (1874). Say construit en effet la représentation de l'économie dans laquelle pourra se déployer, soixante dix ans plus tard, la théorie walrasienne de l'équilibre général, et qui deviendra au XXe siècle le cadre familier de la théorie néoclassique.

S'affranchissant de la conception matérielle de la production à laquelle s'arrête Smith, Say affirme la nécessité de tenir compte des " produits immatériels " que l'on appelle aujourd'hui services (santé, enseignement, loisirs, etc.), et propose une interprétation de la production en termes de combinaison de " services productifs " rendus par l'usage de trois catégories de " fonds productifs ", qui sont selon lui l'industrie (travail), les capitaux et les terres. L'agent de cette combinaison est l'entrepreneur, personnage analytiquement distinct des propriétaires de fonds productifs (travailleurs, capitalistes, propriétaires fonciers), et dont l'objectif est de maximiser l'écart entre la recette qu'il tire de la vente des produits et le coût des fonds productifs auxquels il fait appel.

Dans cette vision de l'économie, assez différente de celle de Smith et de Ricardo mais qui sera reprise à peu près à l'identique par Walras et quelques autres après lui, les revenus du travail, des capitaux et des terres représentent la contrepartie de l'apport productif de chacun des trois " fonds ". Préfigurant directement la façon (33) dont Walras enchaînera ses théories de l'échange, de la production et de la capitalisation, Say écrit que " *c'est la valeur des produits qui peuvent résulter des services productifs qui donne de la valeur à ces derniers ; et c'est la valeur des services productifs qui donne de la valeur au fonds productif susceptible de les rendre* " (34).

D'un point de vue idéologique, cette approche de la répartition des revenus est sans doute moins dérangeante, pour l'ordre social, que la théorie smithienne des déductions sur le produit du travail, et il est bien possible que cela ait contribué à sa diffusion dans des milieux académiques qui, c'est un fait, n'étaient pas composés uniquement de dangereux révolutionnaires. Mais d'un point de vue scientifique, il n'y a rien à tirer de ce constat, ni dans un sens ni dans l'autre.

Croissance et débouchés

L'économie classique est surtout préoccupée par le long terme : la théorie de la croissance est son terrain de prédilection et, lorsque Ricardo déclare s'intéresser en priorité à la répartition des revenus, il ne déroge pas à cette règle car son sujet d'étude est en fait l'évolution du partage du revenu national entre les classes sociales au cours du processus de croissance, et les effets que cette évolution produit en retour sur la croissance. Mais l'augmentation de la capacité productive de la société pose le problème de l'écoulement des marchandises qui sont produites, et cette question fait l'objet de prises de positions contradictoires.

Accumulation du capital

La conception du processus productif que l'on trouve chez Smith et Ricardo, mais aussi chez Marx et Sraffa, est directement issue des physiocrates (le dogme de la productivité exclusive de l'agriculture en moins). Selon cette conception, le déroulement de la production au cours d'une période suppose la disposition en début de période d'un stock de marchandises antérieurement produites (subsistances,

matières premières, machines...), que les physiocrates appellent " avances productives " et les classiques " capital " ; ces marchandises sont détruites, en totalité ou en partie, au cours du processus, et leur destruction donne naissance à de nouvelles marchandises, dont une partie est " reprise " en fin de période pour assurer le renouvellement des avances nécessaires au déroulement du processus à la période suivante. L'augmentation de la production d'une période à l'autre nécessite que les reprises en fin de période soient plus importantes que les avances au début de la même période : phénomène appelé accumulation du capital par les classiques.

L'accumulation du capital ne peut se réaliser que si une partie de la production nette de la période n'est pas consommée : l'épargne est la condition nécessaire de la croissance et, dans l'analyse classique, cette fonction sociale est remplie par la classe capitaliste. Les profits que perçoit cette classe sont à la fois la source et la motivation de l'épargne : ce sont eux qui financent les investissements, et les investissements sont réalisés dans le but de dégager de nouveaux profits. La dynamique économique qui en résulte est également une dynamique sociale. En effet, dans la conception classique, l'accumulation du capital commande la croissance démographique, à travers le mécanisme salarial décrit précédemment. Cette endogénéisation de la démographie distingue nettement la théorie classique du modèle néoclassique de Solow, dans lequel le taux de croissance équilibrée de la production se cale sur celui du facteur travail, lui-même considéré comme exogène (35).

Baisse du taux de profit - L'état stationnaire

Chez les classiques comme chez les physiocrates (36), la croissance est un processus limité dans le temps : l'accumulation du capital conduit inéluctablement à l'état stationnaire et Ricardo, après Smith, fonde ce pronostic sur l'idée que le taux de profit est voué à décliner sous l'effet même de l'accumulation du capital (37). Une fois ce taux tombé à un niveau suffisamment bas, la source du financement de l'accumulation et sa motivation se trouvent taries, et les seuls investissements qui sont réalisés sont ceux qui permettent de maintenir en état les capacités de production existantes. La population cesse d'augmenter avec la production puisqu'elle tend, selon la théorie classique du salaire naturel, à se proportionner au volume des subsistances disponibles. Si ses prédécesseurs n'ont pas dépeint la perspective de l'état stationnaire sous un jour aussi catastrophique que l'affirme Stuart Mill, cet auteur la considère quant à lui comme franchement positive, au vu des ravages moraux qu'il attribue à la croissance économique.

Partageant avec Smith l'idée que l'accumulation du capital tend à faire baisser le taux naturel des profits, Ricardo se démarque de son prédécesseur sur l'origine du phénomène. Il est vrai que l'explication smithienne est plutôt rapide, se bornant à affirmer que l'abondance croissante des capitaux ne peut manquer de faire baisser leur rémunération unitaire. Étayée par une simple analogie entre le fonctionnement d'ensemble de l'économie et celui d'une branche particulière de la production, cette thèse ne résiste guère à l'examen car elle confond prix de marché et prix naturel.

Ricardo et l'explication de l'état stationnaire

A défaut d'être parfaitement convaincante, l'analyse de Ricardo est nettement plus élaborée. Elle repose sur l'enchaînement suivant : l'accumulation du capital induit la croissance de la population ; celle-ci entraîne à son tour une hausse de la demande de blé, qui est satisfaite par la mise en culture de nouvelles terres et l'intensification de l'effort de production sur les terres déjà cultivées ; dans les deux cas, il en résulte une hausse du coût marginal du blé (38), donc de son prix naturel ; le blé étant un constituant essentiel du panier de subsistance, cette hausse se répercute sur le salaire naturel (39), et la hausse du salaire naturel fait à son tour baisser le taux de profit naturel (dans le même temps, les rentes différentielles extensives et intensives augmentent, mais ce phénomène n'exerce aucun rôle causal dans la baisse du taux de profit).

Ricardo admet que divers facteurs peuvent contrarier le processus : il mentionne le progrès technique et l'instauration du libre-échange (40), qui l'un et l'autre peuvent faire baisser le prix du blé. Mais il considère que cette baisse ne peut être que temporaire, de sorte que la hausse du prix naturel du blé doit l'emporter sur le long terme, avec son corollaire, la baisse du taux naturel des profits. Imparable en ce qui concerne le libre-échange (on ne peut pas l'instaurer plusieurs fois de suite), l'argument est évidemment moins convaincant en ce qui concerne le progrès technique ; mais le lecteur de la fin du XXe siècle ne doit pas oublier qu'il a affaire à un auteur du début du XIXe siècle, et qu'à l'époque où Ricardo écrivait ses Principes, Jules Verne lui-même n'était pas né. Au surplus, la faiblesse essentielle de la thèse ricardienne est peut-être ailleurs : comme l'écrit l'historien Le Roy Ladurie, " Malthus viendra trop tard "(41) et, deux décennies après la publication de son Essai sur le principe de population, Ricardo lui emprunte un modèle en passe de devenir obsolète sous l'effet de la transition démographique dans laquelle s'engagent les sociétés européennes.

Débouchés - Le rôle de l'épargne

Condition nécessaire de la croissance, l'épargne est aussi, pour Smith, une condition suffisante. L'auteur de la Richesse des nations prend ici le contre-pied de la position développée par Mandeville dans sa Fable des abeilles (1714), qui soulignait les dangers de l'épargne du point de vue de la demande de produits (si les abeilles, devenues " vertueuses ", renoncent à leur prodigalité d'antan, la ruche dépérit par manque de débouchés). La décision d'épargner ne crée aucun problème de cet ordre, soutient Smith, car " ce qui est épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et il l'est aussi presque dans le même temps, mais il est consommé par une autre classe de gens " (42).

Smith se place dans le cas où l'épargne se traduit par une augmentation du fonds de salaires (investissement en capital circulant), et fait référence aux dépenses de consommation des salariés supplémentaires que cette augmentation permet d'embaucher. Même dans ce cas, l'argument n'est guère convaincant : par définition même, l'épargne d'une période, c'est-à-dire la partie du revenu non affectée à la consommation immédiate, ne peut donner lieu à une consommation au cours de cette même période (difficulté que Smith tente de surmonter à l'aide de son " presque dans le même temps ").

La loi des débouchés

La thèse de l'innocuité de l'épargne prend une force nouvelle avec la " loi des débouchés " de Jean-Baptiste Say. S'appuyant sur l'analyse de Smith faisant de la monnaie une commodité inventée par les hommes pour surmonter les inconvénients du troc, l'auteur du Traité d'économie politique affirme qu'en réalité les produits s'échangent contre d'autres produits. Dans cette optique la monnaie, simple intermédiaire des échanges, n'est pas recherchée pour elle-même mais uniquement pour les marchandises qu'elle permet d'acquérir. Cela implique qu'au-delà des encaisses nécessaires au déroulement régulier des transactions, il n'existe aucune tendance à la thésaurisation : " *Lorsque le dernier producteur a terminé un produit, écrit Say, son plus grand désir est de le vendre, pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus* ". Il en conclut qu' " *un produit créé offre, dès cet instant, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur* ", dans la mesure où " *on ne peut se défaire de son argent qu'en demandant à acheter un produit quelconque* " (43).

La négation radicale du problème des débouchés à laquelle on aboutit ainsi n'a de signification qu'au niveau macroéconomique : Say ne prétend évidemment pas que la production d'une marchandise crée un débouché pour cette marchandise, mais que la demande globale de produits se proportionne nécessairement à l'offre globale (44). Cette thèse exclut la possibilité d'une insuffisance généralisée de débouchés, mais pas celle d'un désajustement entre la structure de l'offre et celle de la demande (trop de canons, pas assez de beurre ou l'inverse). Inévitables dans une économie décentralisée, de tels désajustements sont, pour Say, la cause des crises lorsque ils atteignent une certaine ampleur. Ils se résolvent selon lui par le mouvement des prix relatifs qui entraîne une réallocation des facteurs entre les branches de la production : dans cette vision du monde, les crises ne peuvent durer que si des rigidités (dues notamment à l'intervention de l'État) entravent le jeu de la concurrence.

La loi des débouchés remise en cause

Si la loi des débouchés est jugée parfaitement convaincante par Ricardo, elle n'emporte pas l'adhésion de Malthus qui ressuscite la question des dangers de l'épargne (45). Sans doute celle-ci permet-elle de financer des investissements, qui constituent par eux-mêmes une demande de produits s'ajoutant à la demande de consommation de la période. Mais, dans la mesure où les épargnants et les investisseurs sont souvent des personnes distinctes, il n'existe a priori aucune garantie que la volonté d'épargner des uns corresponde à la volonté d'investir des autres. Dès lors on peut se trouver dans une situation où un excès de la première par rapport à la seconde entraîne mécaniquement une insuffisance de la demande globale de produits par rapport à l'offre globale. La prise de position de Malthus en faveur du maintien des corn-laws témoigne de son souci de protéger le débouché important que constitue à ses yeux la demande de consommation des propriétaires fonciers.

Comme le souligne Keynes, l'objection de Malthus ne fera guère d'émules dans l'immédiat, car " *faute d'expliquer (si ce n'est par les faits d'observation courante) comment et pourquoi la demande effective pouvait être insuffisante, Malthus n'est pas parvenu à fournir une thèse capable de remplacer celle qu'il attaquait* " (46). L'économie classique développera en effet une parade à l'argument de l'excès de

l'épargne. Cette parade est la théorie de l'intérêt conçu comme rémunération de l'épargne, et censé par la-même équilibrer la volonté d'épargner des uns et la volonté d'investir des autres. Il convient de souligner qu'un siècle et demi avant Irving Fisher, cette théorie et son articulation avec la théorie quantitative de la monnaie (47) avaient été exposées avec une remarquable clarté par Turgot dans ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* (1767). Reprendre l'objection de Malthus à la loi des débouchés supposera de la part de Keynes l'élaboration d'une autre théorie de l'intérêt, fondée sur la notion de préférence pour la liquidité.

Pour conclure

Le rapide tableau que l'on a tenté de brosser ici reste partiel. Il laisse dans l'ombre, notamment, certains thèmes importants comme l'analyse des questions monétaires ou celle des finances publiques. Par delà la diversité des thèmes qu'elle aborde et les contradictions qui la traversent, l'économie classique manifeste une ambition, peut-être démesurée et sans doute un peu exotique pour le lecteur d'aujourd'hui : construire une théorie permettant la compréhension des problèmes fondamentaux du réel.

-
- (1) Schumpeter range toutefois la publication du livre I du Capital, en 1867, parmi les " événements qui marqueront nettement l'arrivée d'une autre période " (J.A. Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique*, 1954, trad. française Gallimard, Paris, 1983, tome II, p. 11).
- (2) Avec des arguments quelque peu différents : alors que Marshall s'attache à faire apparaître la théorie ricardienne de la valeur comme un simple cas particulier de sa propre " théorie symétrique ", le fil conducteur qui relie les classiques aux néoclassiques est, pour Keynes, la loi de Say.
- (3) On rencontrerait sans doute le même problème en prenant la définition keynésienne de l'économie classique. Symptomatique à cet égard est le balancement circonspect dont fait preuve Keynes dans la préface qu'il rédige en 1939 pour l'édition française de sa *Théorie générale* : après avoir mis en exergue le rôle joué, selon lui, par Say dans la structuration de la doctrine classique, il note que " la plupart des économistes ont abandonné depuis longtemps sa loi des débouchés, mais ils n'ont pas rejeté ses hypothèses fondamentales et particulièrement le sophisme d'après lequel l'offre crée sa propre demande " (J. M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, trad. française Payot, Paris, 1969, p. 8)
- (4) A. Smith, *Richesse des nations*, livre I, chapitre VI.
- (5) D. Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, chapitre I, sections I et IV.
- (6) Lois protégeant les producteurs de blé anglais de la concurrence étrangère.
- (7) Blaug note qu'il y a plus qu'une nuance entre l'absolutisme extrême affiché par Schumpeter dans l'introduction à son *Histoire de l'analyse économique* (" l'analyse économique n'a, à aucun moment, été modelée par les opinions philosophiques que les économistes peuvent avoir "), et les nombreux développements sur le contexte philosophique qui émaillent cet ouvrage (M. Blaug, *Economic theory in retrospect*, 3ème édition, 1978, trad. française sous le titre *La pensée économique - Origine et développement*, Paris, Economica, 1981, p. 5).
- (8) La théorie du droit naturel, développée par Locke dans son *Deuxième traité du gouvernement civil* (1690), a également joué un rôle important dans l'affirmation des thèses libérales. Mais, sur le strict plan de l'analyse économique, Locke apparaît encore très marqué par les thèses mercantilistes, qui n'ont rien de libéral.
- (9) A. Smith, op. cit., livre I, chapitre V. La critique de Ricardo sur ce point semble liée à un malentendu sur le sens de l'expression " valeur du travail " : pour lui, comme d'ailleurs pour Smith la plupart du temps, ce terme désigne la valeur du panier de marchandises correspondant au salaire de subsistance ; en revanche, dans le chapitre consacré à la mesure de la valeur (*Richesse des nations*, livre I, chapitre V), il ne fait aucun doute que Smith attribue un sens tout différent à ce qu'il appelle la " valeur propre du travail ", et qui correspond à ce qu'on appellera plus tard désutilité du travail. Reconnaître cela ne justifie sans doute pas l'affirmation de Smith selon laquelle " le travail ne varie jamais dans sa valeur propre ", mais permet d'écarter quelques critiques injustifiées. Le choix du numéraire étant libre, Smith ne peut être taxé d'incohérence lorsqu'il retient le travail plutôt que toute autre marchandise, parce qu'elle lui semble socialement plus significative. Le fond de l'affaire peut se résumer à ceci : Smith le libéral choisit de prendre la peine du prolétariat comme unité de mesure de la richesse des nations. Thèse sulfureuse quant à ses implications idéologiques, mais analytiquement inattaquable.
- (10) A. Smith, op. cit., livre V, chapitre I, section III.
- (11) V. Pareto, *Manuel d'économie politique*, 1906, chapitre 6.
- (12) H. Denis, *Histoire de la pensée économique*, Paris, PUF, 5ème édition, 1977, pp. 204-206.
- (13) Voir, ci-après, Valeur et répartition.
- (14) D. Ricardo, op. cit., chapitre XXXI.
- (15) D. Ricardo, op. cit., chapitre V. J.-B. Say, *Traité d'économie politique*, 1803, livre II, chapitre VII, paragraphe IV.
- (16) J. Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, 1848, trad. française 1873, tome I, pp. 233-234.

(17) A. Smith, op. cit., livre II, chapitre IV. D. Ricardo, op. cit., chapitre VII. J. Stuart Mill, op. cit., chapitre XVIII. L'opposition de Smith et Ricardo est réexaminée par Jean-Marc Siroën dans " Les théories de l'échange international ", Le commerce international, Les Cahiers français, n° 253, oct.-déc. 1991.

(18) Aristote, Éthique à Nicomaque, Vrin, pp. 240-245.

(19) Condillac, Le commerce et le gouvernement considérés l'un relativement à l'autre, 1776, 1ère partie, chapitre I. Say, op. cit., livre II, chapitre I. On ne peut que mentionner ici la tentative originale et autrement plus ambitieuse de Turgot, ébauchée dans un projet d'article daté de 1769 et intitulé " Valeurs et monnaies " (reproduit dans Turgot, Écrits économiques, Paris, Calmann-Lévy, 1970). Partant du modèle d'un producteur-consommateur isolé, Turgot définit la " valeur estimative " de deux biens X et Y pour cet individu, à la fois comme le rapport des " degrés d'estime " qu'il attache à leur consommation, et comme le rapport des " portions de ses facultés " qu'il doit consacrer à leur obtention (le lecteur d'aujourd'hui est fortement tenté de voir là une intuition de la condition d'équilibre individuel du producteur-consommateur, caractérisée par l'égalisation de son taux marginal de substitution psychologique et de son taux marginal de transformation technique entre les deux biens). Provoquant ensuite la rencontre d'un individu A doté d'une certaine provision d'un bien X et d'un individu B doté d'une certaine provision d'un bien Y, Turgot s'attache à montrer que la négociation qui s'établit entre A et B aboutit à la fixation d'un taux d'échange X/Y qu'il appelle " valeur appréciative " et qui se situe dans la fourchette des " valeurs estimatives " individuelles (le même lecteur peut trouver là une analogie avec la théorie moderne du monopole bilatéral, ou encore avec la théorie des valeurs internationales de Ricardo-Mill).

(20) Le " prix naturel " des classiques est appelé " prix de production " par Marx au livre III du Capital .

(21) D. Ricardo, op. cit., chapitre I, section I. L'oubli de cette distinction est source de nombreux malentendus à propos de la théorie ricardienne. Le plus banal est représenté par les objections reprenant le modèle, proposé par Condillac, du voyageur assoiffé dans le désert et prêt à abandonner sa fortune pour un verre d'eau. Un cas plus élaboré est constitué par les critiques de la thèse ricardienne selon laquelle " la terre marginale ne paie pas de rente " (ces critiques oublient généralement, soit qu'il existe deux types de rente chez Ricardo, soit que cet auteur inclut non seulement les oeuvres d'art, mais aussi les vins d'appellation d'origine contrôlée dans les biens qu'on a pris l'habitude d'appeler " non reproductibles "). Mais en même temps, la distinction radicale opérée par Ricardo entre les deux types de biens constitue peut-être une limite majeure de son système : comme l'a remarqué Marshall, il n'y a en réalité pas de solution de continuité entre ces deux types de biens, ce dont l'analyse ricardienne de la détermination du prix du blé fournit une bonne illustration (déterminé sur la base du coût marginal, le prix naturel du blé subit l'influence de la demande du fait des rendements décroissants). La réponse de Sraffa sur ce point est subtile mais pas parfaitement convaincante car elle se borne à pratiquer la tactique de l'arroseur arrosé, c'est-à-dire à enfermer Marshall dans les contradictions de sa propre théorie de l'équilibre partiel, ce qui n'a rien à voir avec Ricardo (P. Sraffa, " Sur les relations entre coût et quantité produite ", Annali di Economia, 1925, vol. II, n° I, trad. française in P. Sraffa, Écrits d'Économie politique, Paris, Economica, 1975). Dans son ouvrage Production de marchandises par des marchandises (1960), Sraffa change d'ailleurs complètement de terrain, en présentant un modèle qu'il faut bien considérer comme un cas, instructif mais particulier, d'équilibre général (sur ce point, on se reportera avec profit à C. Bidard, Prix, reproduction, rareté, Paris, Dunod, 1991).

(22) Voir Blaug, op. cit., pp. 59-60.

(23) L'opposition entre les deux auteurs sur ce point provient sans doute du fait qu'à la différence de Ricardo, Smith n'a pas explicité la distinction entre biens dits " reproductibles " et biens dits " non reproductibles " : à la différence du vin ordinaire, le coût marginal d'un vin d'appellation d'origine contrôlée n'épuise généralement pas son prix.

(24) Ce dont Sraffa (op. cit., 1960) prend acte en traitant le salaire comme une variable exogène.

(25) Au moins pour les salaires, on a du mal à suivre Blaug lorsqu'il affirme que " Smith n'avait aucune théorie cohérente du salaire et des rentes " (op. cit., p. 45).

(26) A moins qu'entre temps, une nouvelle hausse de la demande de travail ne vienne relancer le mécanisme (d'où l'intérêt de la croissance pour les salariés, selon Smith). La réponse de l'offre de travail à une hausse du salaire selon ce mécanisme n'est certes pas instantanée mais, concernant l'époque d'Adam Smith, le délai de réponse ne doit pas être surestimé, compte tenu de l'âge précoce auquel les enfants étaient embauchés dans les usines.

(27) Tenant à conserver la théorie du salaire de subsistance mais rejetant fermement le principe de population de Malthus, Marx tentera de mettre en évidence un autre mécanisme, la tendance du capitalisme à générer une " surpopulation relative " de chômeurs (l'" armée de réserve industrielle ") sous l'effet de la substitution capital-travail. Ce mécanisme est une variante radicalisée du chômage technologique ricardien.

(28) M. Blaug, op. cit., p. 45.

(29) Cette équation serait en effet surdéterminante, et c'est bien ce qui fait problème dans l'algorithme marxien de transformation des valeurs en prix de production, même une fois " corrigé " de son erreur initiale. Sur ces questions, voir G. Abraham-Frois et E. Berrebi, Théorie de la valeur, des prix et de l'accumulation, Paris, Economica, 1976.

(30) D'autant que le fonctionnement de l'effet-Ricardo est moins simple que ne le supposait son découvreur, comme le montrera Sraffa dans son ouvrage de 1960 (op. cit., 1ère partie, chapitre VI).

(31) Malthus, Recherches sur la nature et les progrès de la rente (1815). Turgot, Observations sur le mémoire de M. de Saint-Pérvy en faveur de l'impôt indirect (1768), reproduit dans Turgot, op. cit., 1970.

(32) Ricardo, op. cit., chapitre II. Ce coût inclut la rémunération du capital ce qui, rigoureusement, n'est compatible avec la théorie de la valeur-travail que dans des hypothèses particulières. Dans son Essai sur l'influence du bas prix du blé sur les profits du capital (1815), Ricardo avait pu éviter de recourir à la théorie de la

valeur-travail, mais au prix d'une hypothèse fortement restrictive (le blé était considéré comme le seul bien fondamental de l'économie).

(33) Logiquement incorrecte, comme le soulignera Pareto.

(34) Say, op. cit., livre II, chapitre I.

(35) R. Solow, " Une contribution à la théorie de la croissance économique ", The Quarterly Journal of Economics, 1956.

(36) Cf. le royaume " arrivé à son plus haut degré de culture " dépeint par Quesnay dans son Tableau économique.

(37) Marx reprendra cette idée à son compte. Mais, d'une part, il cherchera à la justifier sur d'autres bases (l'élévation de la " composition organique " du capital) et, d'autre part, il lui attribuera d'autres conséquences (l'aggravation des crises débouchant sur l'explosion du système).

(38) Dans le premier cas, la hausse du coût marginal repose sur la présomption que les terres sont mises en culture par ordre de coût de production (et de transport) croissant ; dans le second cas, elle repose sur la théorie des rendements décroissants de Turgot.

(39) La hausse du salaire naturel ne signifie pas ici augmentation du pouvoir d'achat des salariés : elle leur permet simplement de maintenir leur pouvoir d'achat, face à l'augmentation du prix de l'aliment de base.

(40) D'où l'intérêt, selon Ricardo, d'abolir les corn-laws. Cette abolition sera votée en 1845.

(41) E. Le Roy Ladurie, Les paysans du Languedoc, Paris, SEVPEN, 1966.

(42) Smith, op. cit., livre II, chapitre 3.

(43) Say, op. cit., livre I, chapitre 15 (souligné par le commentateur).

(44) L'oubli de la distinction entre les niveaux macro- et microéconomique de l'analyse engendre parfois d'étranges confusions (les " sophismes de composition " dénoncés naguère par Samuelson). Ainsi la thèse selon laquelle, à une étape du développement du capitalisme, les patrons auraient compris qu'il était de leur intérêt de payer des salaires suffisamment élevés pour régler le problème des débouchés. Nonobstant les justifications a posteriori développées dans ses mémoires par tel patron américain, au demeurant passablement réactionnaire, aucun employeur sain d'esprit n'a sans doute jamais sérieusement envisagé d'augmenter la rémunération de ses salariés pour écouler plus facilement sa production.

(45) Malthus, op. cit., 1820, livre II, chapitre I. Comme Smith, Malthus privilégie l'hypothèse d'investissements en capital circulant. Mais, que l'investissement consiste en biens d'équipements durables ou en stocks de biens non durables (subsistances notamment), la nature du problème est la même, au moins en courte période.

(46) J.M. Keynes, op. cit., chapitre 3.

(47) Reliant le niveau général des prix à la masse monétaire.